



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
à la 33^e Conférence régionale des Caraïbes, des Amériques
et de l'Atlantique**

**Section canadienne de
l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)**

Anguilla

Du 28 juin au 3 juillet 2008

Rapport

Le député Sukh Dhaliwal a représenté la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC), à titre d'observateur, lors de la 33^e Conférence régionale des Caraïbes, des Amériques et de l'Atlantique de l'APC, qui s'est tenue au CusinArt Resort & Spa, à Anguilla, du 28 juin au 3 juillet 2008.

En tant que représentant de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC), j'ai eu le privilège de participer à la 33^e Conférence régionale des Caraïbes, des Amériques et de l'Atlantique de l'APC, qui a eu lieu au CusinArt Resort & Spa, à Anguilla, du 28 juin au 3 juillet 2008. Les autres pays participants étaient :

Anguilla	Antigua-et-Barbuda
Bahamas	Barbade
Bermudes	Îles Vierges britanniques
Îles Caïmans	Dominique
Guyana	Jamaïque
Montserrat	Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie	Trinité-et-Tobago
Îles Turks et Caicos	Royaume-Uni (statut d'observateur)

La Conférence, organisée par la Section anguillaise de l'APC, a réuni des parlementaires pour débattre autour du thème « The Role of the Legislature in Controlling and/or Contributing to over-development » (le rôle de l'assemblée législative dans le contrôle et l'essor du surdéveloppement). De nombreux invités de marque étaient présents, dont Robert Hughes, un important député de l'opposition à Anguilla.

Lors de la cérémonie d'ouverture, un discours a été prononcé par l'honorable David Carty, président de l'Anguilla House of Assembly. Il assume aussi la présidence de la Section régionale et de la Section anguillaise de l'APC. M. Carty a rappelé que l'APC comble le manque fréquent de formations offertes aux parlementaires. Grâce à ses pairs, il a été en mesure d'acquérir les compétences qui caractérisent un bon président. Il a de plus souligné l'émergence d'une tendance inquiétante, à savoir que les organisations non gouvernementales et les médias sont en train de supplanter les parlementaires de l'opposition. Les parlementaires doivent donc se demander si l'opposition dispose des pouvoirs nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités démocratiques.

Les activités prévues pour les participants incluaient une visite guidée de l'île, huit séances thématiques et plusieurs réceptions. Ce programme a permis de nombreux échanges fructueux entre les délégués. Durant la Conférence, les délégués ont pu discuter de questions d'actualité locales et internationales dans une optique de changement pour les générations futures. Une vaste gamme de sujets ont été couverts pendant les séances :

- Séance 1 : une véritable indépendance de l'assemblée législative est plus urgente maintenant que jamais en raison du développement actuel de nos territoires (Jamaïque).
- Séance 2 : l'assemblée législative n'est pas en bonne position pour promouvoir le développement politique ou social, et doit donc se contenter de veiller à ce que les lois soient adoptées conformément aux règles établies (Trinité-et-Tobago).
- Séance 3 : à quel point la formation sur les centres financiers offshore et la technologie est-elle essentielle pour que l'assemblée législative réponde adéquatement aux problèmes de développement (îles Caïmans)?
- Séance 4 : le développement a tellement bouleversé notre culture que nous risquons de perdre ce qui nous distingue en tant que peuple unique des Caraïbes (Barbade).
- Séance 5 : regard sur les véritables impacts du surdéveloppement et mesures de protection pratiques pour y faire face (îles Vierges britanniques).
- Séance 6 : comment faire la distinction entre les crises de croissance du développement et la présence de surdéveloppement (Anguilla)?
- Séance 7 : l'investissement à l'étranger : un handicap plus qu'un atout dans nos pays (Bermudes)?
- Séance 8 : l'impact des changements climatiques sur le développement (Anguilla).

Le surdéveloppement, le thème central de la Conférence, est un enjeu d'actualité dans les pays des caraïbes qui connaissent une croissance rapide. La myriade de grands hôtels et de centres de villégiature qui voient le jour dans ces îles précipite le changement.

Ces pays savent qu'ils ont besoin du développement pour faire croître leur économie et améliorer la qualité de vie de leurs citoyens, mais elles peinent à suivre le rythme en raison de leurs infrastructures et leurs services sociaux. Anguilla, le pays hôte, est aux prises avec des problèmes d'infrastructure particulièrement épineux. De plus, l'évacuation des eaux usées et l'élimination des déchets s'avèrent problématiques pour plusieurs États.

Les pays des Caraïbes vivent aussi des changements rapides dans leur culture et la composition de leur société, ce qui les amène à se demander si certains changements ne surviennent pas trop rapidement. Le crime est par ailleurs devenu un grand sujet de préoccupation aux Bahamas.

Face à ces défis, on convient de plus en plus de la nécessité de mettre en place une planification adéquate, responsable et transparente. Ces pays comprennent de plus en plus l'importance des consultations pour assurer un développement équilibré.

Il y avait toutefois désaccord à la Conférence quant à la capacité de l'assemblée législative d'orienter une nouvelle politique sociale, mais on convenait que les femmes devaient jouer un plus grand rôle dans les parlements des Caraïbes à prédominance masculine et qu'on devrait leur confier la gestion de portefeuilles importants sur le plan économique, comme l'industrie et les finances, et non seulement des portefeuilles à caractère social.

Deux séances – l'une présentée par les îles Caïmans et l'autre par les Bermudes – ont permis d'examiner l'importance de l'investissement direct à l'étranger (IDE) et son impact sur le développement des États insulaires. De nombreux citoyens se demandent si l'IDE constitue un handicap ou un atout dans leurs communautés se demandant si certaines sociétés paient leur juste part puisque les seuls impôts qu'elles paient sont les droits d'importation sur leurs produits.

Afin d'accroître la responsabilité sociale d'entreprise chez les investisseurs, on propose de demander aux sociétés de jouer un plus grand rôle dans la communauté en offrant des bourses d'études à la population locale. L'idée est vue comme un moyen d'améliorer le niveau d'éducation et de compétence des populations.

De nombreux immigrants fortunés sont en train d'acheter les meilleures terres des Caraïbes, et ce, au détriment de la population locale. Le boom dans la construction de grandes propriétés appartenant à de riches étrangers morcelle les terres disponibles et appauvrit certains résidents.

Une autre séance, présentée par la Barbade, portait principalement sur les effets du développement sur la culture locale. De nombreux membres de l'APC craignent de perdre leur culture caraïbe en raison de la vague d'immigration qui transforme la composition ethnique et culturelle de leurs pays. Cette question a toutefois soulevé un débat et de profonds désaccords.

La population des Caraïbes augmente rapidement et de nombreux pays n'ont pas suffisamment d'écoles pour faire face à cette croissance. Les enseignants manquent de formation appropriée. La situation pourrait faire baisser le niveau d'instruction de la population et même nuire à la préservation de la culture.

La Conférence a mis en évidence l'importance d'une politique publique axée sur les enfants, l'éducation et les perturbations sociales. Les délégués estimaient que les infrastructures, tant sociale que matérielle, étaient importantes pour le développement culturel.

La dernière séance de la Conférence, présentée par l'île d'Anguilla, traitait de l'impact des changements climatiques sur le développement. Bien que de nombreux économistes aient considéré l'environnement comme une sorte de produit de luxe que seules les nations riches peuvent se permettre, la Conférence a révélé une tout autre réalité : même dans les pays sous-développés, l'environnement devient un enjeu clé.

Les délégués des Caraïbes s'inquiètent de l'avenir qu'ils réservent à leurs enfants et à leurs petits-enfants. Ils ont souligné le besoin d'incitatifs fiscaux pour investir dans les technologies vertes et l'innovation. Les principales préoccupations dans la région sont les combustibles fossiles, l'agriculture et l'utilisation des terres.

Le réchauffement climatique est perçu par les délégués comme la plus grave menace écologique pour l'humanité. Kent Hughes Butts, analyste de l'armée américaine, a déclaré que les changements climatiques sont devenus un enjeu de sécurité crucial de l'après-guerre froide.

L'effet du réchauffement climatique sur le niveau des mers s'avère critique pour les États des Caraïbes. La hausse du niveau d'eau pourrait en effet faire disparaître les plages, le principal moteur de l'économie de ces pays, et même à la limite rayer certains États de la carte.

En ma qualité d'observateur canadien, j'ai pu établir un rapport avec les principales leçons apprises par les Canadiens en matière d'environnement. Nous sommes conscients qu'il faut changer notre comportement. On reconnaît aussi de plus en plus que les appels à l'action ne sont tout simplement pas suffisants pour opérer le changement qui s'impose. Il faut plutôt assigner un prix à la pollution et ne plus laisser les pollueurs utiliser notre atmosphère comme une décharge gratuite. Pour ce faire, nous pouvons réduire les impôts perçus sur ce que nous voulons favoriser, comme les revenus et les investissements, et imposer plutôt ce que nous voulons le moins, comme la pollution et les déchets. Une telle mesure est à la fois bonne pour la planète et bonne pour le portefeuille des électeurs. Les délégués étaient généralement d'accord sur ces points.

Il faut des solutions novatrices, du courage et un engagement à l'égard de l'environnement. Les délégués étaient persuadés qu'il n'est pas nécessaire de sacrifier l'économie au profit de l'environnement, et que la prospérité économique peut être atteinte en même temps que la durabilité de l'environnement.

Il s'agissait de la première conférence de l'APC à laquelle je participais, et je crois que l'Association et ses membres méritent des félicitations pour leur contribution à l'avancement de la démocratie parlementaire par l'amélioration des connaissances et de la compréhension de la gouvernance démocratique. Ils ont permis aux participants de la Conférence de s'enrichir et ont joué un rôle essentiel dans la promotion d'une multitude de questions fondamentales.

En définitive, j'ai été très impressionné par la qualité des exposés et la profondeur des discussions. En réseautant et en tirant profit des expériences de chacun, les parlementaires ont tous contribué de façon importante à l'atteinte d'objectifs communs. Je tiens également à remercier le pays hôte et la Section anguillaise de l'APC pour leur accueil chaleureux qui, selon mes découvertes, est typique de la culture des Caraïbes. Enfin, je suis reconnaissant à la Section canadienne de l'APC pour sa contribution au succès de la Conférence.

Respectueusement soumis,

M. Russ Hiebert, député, président pour Sukh Dhaliwal, député
Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)

DÉPENSES DE VOYAGE

ASSOCIATION	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
ACTIVITÉ	33e Conférence régionale des Caraïbes, des Amériques et de l'Atlantique
DESTINATION	Anguilla
DATES	Du 28 juin au 3 juillet 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	Sukh Dhaliwal, député
PERSONNEL	
TRANSPORT	3 876,42 \$
HÉBERGEMENT	
ACCUEIL	
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	191,93 \$
CADEAUX OFFICIELS	
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	
TOTAL	4 068,35 \$